

Les enseignants d'HG et de LV du lycée Paul Valéry Paris 12

A l'attention de M le Recteur
A l'attention des Mmes et M les IPR de LV et d'HG
A l'attention de Mme la Provisoire,

Paris, le 07 janvier 2019

Nous, enseignants d'HG et de Langues vivantes du lycée Paul Valéry, tenons à vous rappeler, ainsi que nous l'avons porté à votre connaissance dans notre courrier du 13 décembre, notre vive inquiétude concernant les E3C, qui nous amène à préciser notre prise de position collective.

Etant donné l'impréparation générale de cette première session : retards et difficultés d'accès à la BNS, manque de rigueur des sujets (coquilles voire erreurs alors même que les sujets ne sont pas modifiables), extrême disparité du nombre de sujets entre matières, aucune information institutionnelle préalable des collègues, aucune formation au logiciel Santorin,

Etant donné les disparités de traitement entre candidats : sujets de difficultés variables, possibilité de communication des sujets du fait de l'étendue de la période de passation, inégalité de temps de préparation entre candidats en fonction de la date de passation, élèves lésés par les absences non remplacées de leur enseignant, conditions d'examen dans certains établissements tandis que d'autres comme le nôtre n'auront qu'un surveillant dans des salles classiques, à 35, ce qui favorisera les fraudes, dysfonctionnements récurrents de l'informatique qui entrave l'enseignement et met en péril le bon déroulement des épreuves en LV, non prise en compte des tiers temps pour les élèves en situation de handicap, sujets fournis sans corrigé ni barème et sans commission d'harmonisation,

Etant donné le non respect de notre travail : nouveaux programmes mis en place simultanément sur deux niveaux et dans la précipitation, aucun temps banalisé prévu pour la correction, rémunération dérisoire qui ne prend pas en compte tout le travail afférent à cette épreuve,

Pour toutes ces raisons, nous considérons, en tant que « fonctionnaires éthiques et responsables », être dans l'incapacité de proposer un quelconque sujet qui garantisse les exigences d'équité des candidats au baccalauréat.

Enfin, nous tenons à rappeler que l'actuel ministre de l'Education nationale porte l'entière responsabilité de la destruction du lycée, du baccalauréat et du caractère chaotique de cette première session des E3C. Nous demandons le retour à un baccalauréat national, équitable pour les élèves.